

Alain Hayot

Pour un autre mode de développement

Rencontre nationale du PCF-31/05/2008

Les acquis de plusieurs décennies de puissants mouvements de désaliénation populaire vis à vis des formes les plus dures de l'exploitation capitaliste sont aujourd'hui fragilisés et profondément remis en cause par un capitalisme désormais mondialisé et largement dominé par une financiarisation qui soumet la nature et toutes les activités humaines, le vivant lui-même, à la recherche exclusive du profit.

La mondialisation actuelle, si nous pouvons y déceler des potentialités immenses en vue de notre combat pour l'émancipation humaine, n'est pas un processus neutre.

Elle est en effet largement conduite selon les critères et les concepts d'un capitalisme dominé par le libéralisme qui ne doit pas grand-chose à la promotion de la liberté quoiqu'en dise ces temps-ci plusieurs dirigeants socialistes. Libéralisation du commerce, privatisation des entreprises publiques, réduction drastique et réorientation des dépenses publiques du social vers la valorisation du capital, libéralisation des marchés qui privilégie la volatilité et l'inutilité sociale d'une spéculation purement financière au détriment d'une économie réelle faites d'infrastructures et de capacité de production, d'activités et de services en vue de la satisfaire prioritairement les besoins humains et sociaux, un marché du travail qui s'organise plus autour de la flexibilité que de la sécurité quoiqu'en dise les théoriciens de la flex-sécurité, avec la recherche systématique de bas salaires et de l'allongement de la durée du travail avec des systèmes sociaux inexistantes, comme au sud, très faibles comme aux USA ou remis en cause dans des pays où les luttes avaient permis leur existence à l'instar du nôtre.

Si l'Europe consacre encore, pour combien de temps, 27% de son PIB aux dépenses sociales, les USA n'y consacrent que 16% et l'Afrique ne peut y consacrer que 4,3% de son maigre PIB.

Ainsi 80% de la main d'œuvre mondiale ne bénéficie pas ou presque pas de sécurité sociale publique selon les chiffres du BIT en 2007.

Ajoutons que l'immigration des pays les plus pauvres vers les pays les plus riches du Sud comme du Nord atteint des niveaux records, se féminise et fait nouveau, concerne aussi la part la plus qualifiée des pays pillés de leurs ressources humaines et naturelles.

A ce tableau économique et social s'ajoute une situation environnementale de la planète très inquiétante : un productivisme aveugle qui obéit prioritairement aux lois

du profit est aujourd'hui responsable d'une augmentation considérable des émissions de gaz à effet de serre, avec des conséquences économiques, sociales et naturelles dramatiques.

Les émissions de G.E.S sont aujourd'hui 30 fois supérieures à ce qu'elles étaient il y a 1 siècle et demi. Pour éviter les catastrophes, il faudrait limiter l'augmentation de la température à 2°. Or on estime que si rien n'est fait la température au cours du 21^e siècle augmentera de 5°. D'ores et déjà 262 millions de personnes ont été touchées par des désastres climatiques chaque année entre 2000 et 2004, dont 98% dans les pays pauvres. Cette situation constitue désormais un obstacle majeur à toute entreprise de réduction de la pauvreté et à fortiori du progrès social et de l'émancipation humaine.

Nous sommes donc confrontés à une véritable entreprise de régression qui touche à la fois aux équilibres sociaux, humains et naturels, aux fondements éthiques et démocratiques du vivre ensemble que l'humanité dans sa diversité et à partir de ses aspirations et de ses luttes tente de construire.

Il apparaît de plus en plus clairement que le capitalisme n'est plus confronté à des crises cycliques qu'il pense pouvoir surmonter sans remettre en cause ses propres fondements mais à une crise systémique et de longue durée, une crise qui atteint tous les aspects de la vie, qui déstructure les dimensions solidaires des rapports sociaux, qui détruit méthodiquement notre environnement et dilapide nos ressources naturelles.

Nous faisons face à la fois à des crises sociale, écologique et financière, du travail et de l'emploi, de l'énergie, de l'eau et de l'ensemble des ressources naturelles, de l'alimentation et de la démographie, des villes et des territoires, de la démocratie et de la citoyenneté. Ces crises s'aggravent mutuellement et se nourrissent les unes des autres, avec comme conséquences une aggravation de la précarisation et de la mal vie pour les populations les plus démunies. Prenons la crise écologique que nous avons longtemps sous-estimée et sur laquelle il nous faut encore beaucoup travailler car ce sont à l'évidence, les plus pauvres qui en seront et en sont déjà les premières victimes. Les conséquences du réchauffement climatique avec la multiplication des événements extrêmes (cyclones, sécheresses, désertification...) de la pénurie de matières premières, de l'eau douce, affectent d'abord les populations les plus fragiles surtout du Sud, mais aussi au Nord.

Désastre du cyclone Katrina sur la Louisiane, inondations à répétitions au Bangladesh dont les populations obligées à fuir portent déjà le nom de « réfugiés climatiques », (les experts estiment qu'ils pourraient être 50 millions dès 2010 et 150 millions en 2050), assèchement progressif du lac Tchad affamant les populations de pêcheurs riveraines, fonte des glaciers des grandes chaînes de montagnes avec des conséquences à la fois sur l'approvisionnement en eau dans les régions qu'ils traversent et la production d'énergie d'origine hydraulique... La liste est longue des catastrophes provoquées par les désordres climatiques.

Conséquence de choix qui ne tiennent nullement compte des intérêts des populations (monocultures intensives au détriment des cultures traditionnelles, déforestation...) associée à la spéculation financière, la crise alimentaire actuelle affecte des millions de personnes, hommes femmes et enfants. Comment peut-on supporter la photo de cet enfant publiée en couverture de l'HD, qui mange des galettes de terre pour apaiser sa faim? Pour autant certains continuent de promouvoir la production d'agro carburants qualifiée récemment par Jean Ziegler « de crime contre l'humanité ».

Le pillage des ressources naturelles qui a pris une dimension systématique avec le développement du capitalisme industriel s'est accélérée ces dernières décennies. Les conflits pour leur appropriation s'exacerbent. Contrairement aux apparences, ils ne constituent pas des conflits locaux entre les pays du Sud mais sont souvent étroitement liés aux pays du Nord. C'est par exemple le cas pour le pétrole, quand aux conflits pour l'eau, ils risquent dans les années à venir d'être les plus violents et les plus nombreux. Dans certains pays l'Europe est directement concernée comme c'est le cas pour la ressource halieutique où l'on voit s'opposer la France à l'Espagne autour de l'anchois ou celle pour le turbot où l'Espagne s'oppose au Canada.

Tous ces désastres sociaux et environnementaux, les guerres, les famines, les poussées de violence, d'autoritarisme, d'exclusion, bref le spectacle du monde tel qu'il va, démontre chaque jour un peu plus que le capitalisme n'est pas en mesure de résoudre cette crise globale, cette crise de civilisation, et qu'il y a urgence à agir en faveur de son dépassement et à inventer l'avenir.

Une conviction est de plus en plus partagée que ces crises ne sont pas fatales et qu'elles appellent autant d'avancées de civilisation, au sens de la poursuite de l'humanisation et de l'émancipation humaine, qui remettent en cause les modes de production et d'échanges capitalistes, la recherche exacerbée du profit, et au delà l'ensemble des rapports de domination, d'exploitation et d'aliénation qui gouvernent le monde, les êtres humains et la nature depuis des millénaires.

C'est pourquoi, si le dépassement du capitalisme conditionne une politique nouvelle de civilisation, il n'en est pas le préalable. La crédibilité de notre analyse et de notre projet politique doit reposer sur notre capacité, avec d'autres forces, à élaborer, à faire partager et à imposer dès maintenant à l'échelle planétaire, un mode de développement qui soit à la fois durable, soutenable et renouvelable sur le plan écologique, générateur de progrès social, d'épanouissement individuel et d'émancipation humaine, démocratique etcitoyen sur le plan politique, tant dans la gestion de la cité et des territoires que dans celle des lieux où se déroulent les activités humaines de production, de consommation et de services.

Le principal atout dans cette démarche est l'émergence, à l'échelle planétaire, d'un véritable droit à a qualité de la vie qui s'exprime dans les luttes au sein d'un mouvement social très large dont la dimension politique n'échappe à personne.

L'affirmation de ce droit à la qualité de la vie, n'est pas sans effet sur les conditions et les finalités des activités et des productions humaines. Plus largement, c'est toute une conception du progrès, du développement, de la croissance, des sciences, du rapport individu-société qui est en cause .

Il n'est pas inintéressant d'examiner les valeurs, les luttes, les chantiers où s'affirme l'exigence de ce droit à la qualité de la vie..

-L'aspiration à un rapport plus accessible plus équilibré, plus raisonnable, plus maîtrisé avec la nature. Cela se traduit souvent par des actions conservatoires de défense des sites et des espèces naturelles, des patrimoines paysagers, la plupart du temps contre les empiètements, les destructions, les pollutions provoquées par la loi de l'argent, la spéculation, l'exploitation des ressources naturelles, mais aussi par l'action publique de l'Etat, des collectivités territoriales ou des services publics. A l'échelle de la planète, c'est une revendication pour un autre rapport à la nature et aux ressources naturelles, contre les dérives climatiques et qui s'exprime en termes de respect, mais aussi de durabilité, de transmission aux générations futures dans de bonnes conditions. L'action mondiale contre l'effet de serre en est un bon exemple.

-Le droit à la ville et aux territoires fait l'objet d'actions et de réflexion qui ne peuvent se réduire au droit au logement et aux transports .Ce qui s'exprime ici, c'est plus fondamentalement un rapport à l'espace et au temps en termes qualitatifs de beauté et de vie quotidienne autant qu'en termes quantitatifs et fonctionnels. Cela concerne indifféremment le logements, les transports, les équipements (école, culture, santé...), espaces verts, ainsi que la qualité de l'air ou de l'eau. Le droit à la ville est un concept qui englobe quasiment tous les aspects de la vie quotidienne. Cela concerne entre 80 et 90% des habitants des pays développés, 50% de notre planète.

L'aspiration à une alimentation de qualité comme en témoignent par exemple les luttes contre la mal bouffe, et sans risques, les luttes contre l'agriculture et l'industrie agroalimentaire productivistes se multiplient. Alors même que la faim dans le monde reste une question d'actualité, la confusion est grande sur les conditions d'une bioagriculture, comme sur les rapports entre recherche scientifique et loi de l'argent. La main-mise des grands groupes sur les OGM en est une illustration exemplaire. Une autre conception de la consommation, plus responsable socialement, moins soumise à la rentabilité immédiate est entrain d'émerger, notamment à travers les luttes pour un commerce équitable localement et globalement.

Les luttes sur le terrain de l'énergie occupent une grande place.

Elles concernent l'action contre les grands groupes financiers sur ce secteur et les privatisations en cours .Elles concernent également le débat sur la fin des ressources fossiles et la révolution nécessaire au dépassement de l'énergie pétrolière. Le droit à une énergie pour tous, propre, durable et renouvelable est une des questions clef d'une autre mondialisation.

Le débat sur cette grande question doit avoir lieu sans tabou et sans anathème, en affrontant l'exigence de penser l'économie et l'efficacité énergétique, la production

d'énergies renouvelables, ainsi qu'une énergie nucléaire propre

Le droit à l'eau est très présent dans les combats altermondialistes. Comme pour l'énergie il pose la question centrale des biens communs de l'humanité, indispensables à la vie et qui ne doivent en aucun cas faire l'objet d'une quelconque marchandisation.

L'aspiration enfin à décider, à peser sur les choix d'aménagement et d'urbanisme (tracés de routes, d'autoroutes, de TGV, ferroutage, couloirs aériens et pistes d'aéroport, usines de traitement des déchets, tri sélectif, création de parcs naturels...) font l'objet d'actions souvent déterminées du tissu associatif. S'expriment là une aspiration à la démocratie, une démocratie plus directe et participative, en même temps qu'une grande difficulté à raisonner en termes d'intérêt général. Là encore, le débat souffre d'une absence de mise en perspective globale, cohérente et durable du développement social, humain et naturel.

Penser un autre mode de développement est central dans l'élaboration d'un projet politique transformateur pour le 21^e siècle, un développement qui implique le dépassement de toutes les formes de domination et d'exploitation de l'homme par l'homme, de la femme par l'homme, de la nature par l'espèce humaine.

Il s'agit en effet d'inventer un développement non productiviste, susceptible de préserver la planète pour notre génération et celles qui viennent tout en maintenant et en poursuivant notre ambition d'égalité et de justice sociale.

Une solution est souvent avancée dans certains milieux écologistes et antilibéraux: la décroissance et le retour à des modes de vie et de consommation antérieurs à l'industrialisation. Si nous ne sommes pas opposés à une décroissance des productions d'armements ou d'autres productions parasites, nous refusons la décroissance absolue parce que elle entérinerait les inégalités actuelles à l'échelle de la planète comme de notre propre pays parce qu'elle est contradictoire avec notre ambition d'émancipation humaine.

Mais cela doit nous conduire à penser autrement ces questions en repensant la notion et les contenus de la croissance: produire comment, en faveur de qui et pour répondre à quels besoins? Comment garantir l'accès de tous aux biens et aux services indispensables, tout en garantissant la liberté de choix pour chacune et chacun à partir de ses aspirations individuelles? Comment mettre l'être humain et son environnement naturel au cœur du développement alternativement aux logiques à court terme du profit ? Comment redéfinir notre combat contre la toute puissance des marchés financiers qui dominant l'économie réelle et nous donner ainsi les moyens d'une autre politique ? Comment réinventer l'appropriation sociale des biens communs de l'humanité? Comment renouveler notre approche du travail, de sa finalité, de son contenu, de son statut et de sa rémunération ? Comment repenser notre vision même de l'individu en transgressant les approches économiques, sociales, psychologiques

ou politiques en le réinscrivant à partir de sa globalité dans sa réalité anthropologique dans le travail et hors du travail? Comment garantir à nouveau le droit aux savoirs, aux arts et à la culture, aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, le droit à la santé et au sport, à l'habitat et à la ville où la beauté et la fonctionnalité se conjugueraient, le droit enfin à une consommation de qualité et non aliénante?

Construire un nouveau mode de développement au coeur d'un projet politique transformateur suppose d'opérer quatre révolutions essentielles.

UNE REVOLUTION ECONOMIQUE ,FINANCIERE ET SOCIALE

Un nouveau mode de développement, c'est d'abord une action publique résolue en faveur d'une maîtrise citoyenne sociale et écologique des marchés dominés aujourd'hui par le capitalisme financier et productiviste.

1 - Une action publique qui garantisse la liberté de choix des individus au sein du marché des biens de consommation courante. Cette liberté doit aller de pair avec l'invention d'une production nouvelle garantissant, en termes de coût et de respect de l'environnement et de la santé humaine, l'accès de tous à des produits de qualité. Les droits des salariés dans les entreprises, les droits des consommateurs doivent être étendus afin d'assurer cette qualité et cette accessibilité.

2 - Une appropriation publique et sociale des biens communs de l'humanité : pôles publics, services publics nouveaux , décentralisés et démocratisés doivent permettre l'accès de tous et la maîtrise pour chacun d'une eau et d'une énergie propre, durable et renouvelable, des écosystèmes naturels, de l'habitat et des équipements urbains, ainsi que le droit à la santé et au sport, à l'éducation et la recherche, aux arts et à la culture, la libre circulation des idées et des informations ainsi que la communication des individus entre eux et à l'échelle planétaire.

3 - Un dépassement du marché du travail par la sécurisation tout au long de la vie des parcours d'emploi et de formation ainsi que de revenus. Cela va de pair avec une redéfinition des contenus du travail et de la formation, de leurs liens avec la recherche ainsi que de l'extension des droits des travailleurs dans les entreprises.

4 - Une maîtrise publique des marchés financiers par une lutte acharnée, du local au global, contre la spéculation financière, par une maîtrise politique en France, en Europe et dans le monde des banques centrales et des organismes financiers qu'il faut démocratiser et dont il faut réorienter les finalités, enfin par la création de pôles publics bancaires et de fonds d'investissements publique décentralisés permettant d'orienter le crédit vers l'emploi, les besoins sociaux et environnementaux.

UNE R2VOLUTION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE

La crise écologique met en cause la préservation de la planète, mais aussi une dimension essentielle de l'histoire de l'humanité, son combat en faveur de

l'émancipation.

La responsabilité première de cette crise ne repose pas d'abord sur des comportements individuels, même si la résoudre implique une prise de conscience et une mobilisation de chacun d'entre nous. Nous ne sommes pas en effet confrontés à une sorte de fatalité mais au fait que le système économique dominant, le capitalisme, produit dans des conditions qui ne satisfont ni aux besoins sociaux ni aux exigences environnementales. Nous subissons un productivisme aveugle que nous avons trop souvent accompagné en pensant défendre l'emploi. Aujourd'hui, ce productivisme est totalement dépendant d'une globalisation qui n'obéit qu'à une rentabilité financière à court terme. Or, le temps court des profits est incompatible avec le temps long des écosystèmes. C'est pourquoi, il faut impérativement intégrer le dépassement de la crise écologique comme l'un des éléments majeurs de la transformation sociale.

Cela nous conduit à relever plusieurs défis :

Le défi énergétique indispensable à la lutte contre le réchauffement climatique qui conditionne l'avenir de l'humanité et de la planète. De ce point de vue, il y a urgence. Si les efforts concernant l'ensemble des pays du globe, elles concernent d'abord les pays industrialisés qui sont les plus gros producteurs de gaz à effet de serre. Il faut agir pour réduire les émissions de GES de 50% d'ici 2050.

Les pistes du Grenelle de l'environnement élaborés par les ONG, les syndicalistes et des parlementaires de gauche dont André Chassaigne, Evelyne Didier offre des perspectives de lutte pour les imposer contre les lobbies industriels comme on l'a vu avec le débat sur sur les OGM: maîtrise de la consommation énergétique par l'isolation des bâtiments, développement des transports collectifs et du ferroutage, moratoire sur les autoroutes et le développement de la voiture propre.

Un programme de grande ampleur de recherche et de production des énergies renouvelables de manière à remplacer progressivement les énergies fossiles.

La promotion d'un nucléaire sécurisé et propre par la recherche, la transparence, la démocratie.

Pour les pays émergents, il est urgent de les aider à s'équiper de technologies propres, peu productrice de gaz à effets de serre.

En France, se pose le défi de la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement.

Outre les propositions pour lutter contre le réchauffement climatique développées ci-dessus nous y trouvons la volonté de diminuer de moitié l'utilisation des pesticides, doubler les surfaces agricoles cultivées en bio, appliquer le principe de précaution concernant les OGM, protéger la biodiversité et économiser les ressources naturelles. Toutes propositions qui vont dans le bon sens. Soyons conscients qu'il faudra les imposer aux grands semenciers et aux multinationales comme Monsanto. Ce qui s'est passé début avril à l'Assemblée nationale et au Sénat montre bien que la droite en est

bien loin, comme il lui sera sans doute difficile de transférer au rail une partie du transport de marchandises assuré par la route et de s'opposer à la SNCF qui veut fermer des centaines de gares de fret. Et qu'en sera-t-il de l'isolation thermique des bâtiments ?

De quelle manière profiter de la présidence française pour faire progresser à l'échelle européenne l'ensemble de ces propositions que la droite française, malgré le discours enflammé de N.Sarkozy à l'issue du Grenelle ne semble pas prête à adopter.

La France ne devrait-elle pas agir pour une politique écologique à l'échelle mondiale pour la prévention des risques climatiques, la protection de la biodiversité, la promotion de programmes mondiaux de recherches sur les énergies renouvelables ou celles du futur (ITER).

Ne serait-il pas nécessaire de faire avancer la constitution d'agences européenne et mondiale pour l'environnement dont le rôle serait de mettre en cohérence le développement solidaire de la planète avec les écosystèmes et la biodiversité.

La nécessité de la maîtrise publique d'une politique écologique va d'ailleurs bien au delà de l'énergie. N'oublions ni l'eau, ni les déchets, ni la biodiversité. C'est ce que le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) vient de souligner dans un rapport: « si l'on veut vraiment résoudre la crise écologique, il faut arrêter la privatisation généralisée des ressources et des services ».

Si le capitalisme est capable aujourd'hui de trouver dans l'écologie un champ nouveau de profits par exemple en dépolluant sans cesse ce qu'il a pollué, crise sociale et crise écologique forment un nœud que la logique libérale ne peut trancher, un nœud illustré par deux questions essentielles : celle de savoir au bénéfice de qui on veut résoudre la crise écologique subie aujourd'hui par les plus pauvres, celle de dépasser les formes politiques de domination et de gestion dans les territoires et les entreprises au profit d'une démocratie participative et citoyenne, question singulièrement absente du Grenelle.

Deux autres révolutions sont constitutives d'un autre mode de développement même si elles ne sont citées ici que pour mémoire parce qu'elles seront traitées dans d'autres textes. Elles n'en pas moins décisives.

LA REVOLUTION DE L'ART, DE LA CONNAISSANCE ET DE L'INFORMATION.

L'irruption d'une véritable révolution dans les savoirs scientifiques et technologiques, des arts et de la culture, liée à une révolution informationnelle qui bouleverse l'histoire même de l'homínisation et de l'intelligence humaine, pose la question du refus de leur marchandisation et de leur appropriation sociale et citoyenne, enfin de leur mise en débat afin de les articuler étroitement aux enjeux sociaux et écologique de transformation.

LA REVOLUTION DEMOCRATIQUE.

Elle doit impérativement conduire au dépassement de la crise actuelle de la représentation politique et des formes actuelles de gouvernance par le développement d'une démocratie participative de coélaboration et de codécision dans les villes, les territoires comme dans les entreprises. Cela doit nous amener à des réformes profondément démocratiques de l'Etat et des institutions, de la décentralisation et des rapports entre le local, le territorial, le national et l'Europe, enfin de l'invention de dispositifs nouveaux permettant une intervention citoyenne réelle et efficace sur les plans économique, social, culturel et écologique.

On le voit,opérer un tel processus révolutionnaire, définit une autre conception du monde, une autre conception du mode de développement, une nouvelle approche de notre combat pour l'émancipation humaine. Tout cela dessine des avancées de civilisation qui intègrent mais qui vont largement au-delà du simple dépassement du capitalisme dont au demeurant la philosophie générale, le libéralisme économique et politique s'oppose frontalement à ces aspirations individuelles portées par de plus en plus de monde. Ces aspirations appellent en effet la mise en cause et le dépassement de l'ensemble des rapports de domination de l'homme sur l'homme, de l'homme sur la femme, de l'espèce humaine sur la nature.

Elaborer aujourd'hui un projet de gauche alternatif nécessite que l'horizon de notre combat soit renouvelé et réaffirmé.